

L'automatisme devrait plaire à l'homme et l'aider, au lieu de le pousser dans la misère et dans cette espèce d'insécurité qui le diminue à ses propres yeux.

Au lieu de boudier la logique de nos principes et de notre philosophie, le peuple, les différentes classes de la société, les organisations sociales, tous devraient réaliser que c'est le seul moyen de permettre à l'être humain l'accès aux produits créés par la machine, par le progrès et par la science.

Nous en sommes rendus à ce tournant dans l'activité économique de notre pays. Il faut que nous accédions au progrès par le Crédit social ou que nous soyons étouffés par ce progrès, comme cela existe sous le présent régime économique.

Si nous désirons vraiment la sécurité avec la liberté, c'est au peuple de faire son choix. Le problème de tout le monde est un problème financier. Seul le Crédit social s'attaque aux problèmes d'argent, aux problèmes actuels.

Au lieu de dompter les hommes, les femmes et les enfants, comme le font les vieux partis, ou comme l'ont fait les vieux partis dans le passé, le Crédit social veut dompter l'argent et le crédit, afin que les personnes humaines puissent s'épanouir librement.

Il faut mettre à la disposition des gens autant d'argent et de crédit qu'il y a de produits et de services. Cela constituerait une économie canadienne équilibrée et assurerait une honnête aisance à tous et à chacun. Nous pourrions augmenter les allocations familiales. Nous pourrions accorder des pensions plus élevées aux personnes âgées, aux invalides, aux aveugles et aux anciens combattants.

Utilisons à cette fin la Banque du Canada pour faciliter l'exploitation de nos ressources naturelles, pour financer les provinces, les municipalités et les commissions scolaires, pour aider les agriculteurs et pour faciliter la construction d'habitations.

Au lieu d'imposer des taxes sur les matériaux de construction destinés aux habitations, nous pourrions facilement aider le contribuable en supprimant les taxes qui frappent ces matériaux et en réduisant le taux d'intérêt pour diminuer le coût de l'administration, plutôt que de tolérer les taux d'intérêt usuriers, comme le font les vieux partis depuis la Confédération.

A part les crises économiques et les guerres, que nous ont donné les vieux partis? Nous avons eu les rouges pendant 22 ans et les bleus pendant cinq ans. Quelle a donc été la différence entre les deux depuis 27 ans?

Alors, monsieur le président, il s'agit de mettre les cartes sur la table. Nous ne sommes pas satisfaits, le peuple canadien n'est

pas satisfait du présent régime qui est en vigueur dans notre pays. Il y a un mécontentement général, il y a de la crainte, de l'insécurité et des privations non nécessaires. Quantité de biens essentiels se perdent et, d'autre part, les deux tiers de la population du monde souffrent de la faim.

C'est une absurdité barbare. Par manque de chiffres, des êtres humains crèvent et nos gouvernements, qui voient dépérir tout ce monde, se refusent toujours à faire des chiffres.

La plume du banquier n'augmente les chiffres qu'en augmentant les dettes. Comme personne n'aime à s'endetter davantage, on évite d'avoir recours au banquier. Il y a disette de dettes, mais on ne voit aucune abondance de dettes.

Pas d'autre recours que celui du banquier pour satisfaire le droit aux choses. Ce n'est pas la volonté de Dieu qu'il n'y ait pas de possibilité d'emprunter. Ce sont des règlements faits par nos gouvernements, par des hommes, par des êtres vivants qui se prétendent intelligents. On dit tout simplement: travailleurs, cultivateurs, augmentez votre production, extrayez les biens de la terre. Comme le banquier ne sort pas son crédit au même rythme que vous extrayez les biens de la terre, vous devez les donner, les laisser périr, arrêter d'en produire. Élevez des enfants, braves Canadiens; faites-les instruire à coups de privations, préparez-les pour la vie, mais comme le banquier ne consent aucun crédit au même rythme que vous faites des bras et des cerveaux, vos jeunes gens ne sauront pas vendre leur travail, ils chômeront et pleureront sur des erreurs irréparables.

Lorsqu'il s'agit d'argent et de chiffres qui donnent droit aux biens, on ajuste l'homme aux chiffres. L'homme est là, son ventre est vide, le pain est abondant, le crédit fait défaut; on ne fera pas de crédit, le pain mourra et l'homme disparaîtra. Voilà où nous allons avec notre régime économique.

Monsieur le président, j'aurais bien des choses à dire, mais je me bornerai à rappeler qu'aussi longtemps que nous refuserons de prendre nos responsabilités et que nous ne voudrions pas adapter l'économie actuelle aux fins et aux réalités actuelles, il ne nous restera plus que la déconfiture des pirouettes économiques et des pirouettes politiques.

[Traduction]

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur le président, voilà plusieurs jours que j'essaie, ainsi que mes collègues, d'obtenir du gouvernement une déclaration au sujet des événements internationaux et de ceux du Commonwealth. Il est désormais évident que la